

# Les diasporas latinos aux États-Unis et la démocratisation

Les organisations mexicaines, dominicaines et salvadoriennes de migrants aux États-Unis développent des activités politiques transnationales qui témoignent de leur insertion de plus en plus institutionnalisée dans la sphère publique des pays d'origine. Cet activisme politique des diasporas atteste de la construction de nouvelles formes de citoyenneté extraterritoriale, et a aussi un certain impact sur le processus de démocratisation des pays d'origine.

par **Emmanuelle Le Texier\***,  
chercheuse associée  
au Cedem (Centre  
d'études de l'ethnicité  
et des migrations),  
à l'université de Liège

Les activités des migrants en rapport à leur pays d'origine se sont étendues des traditionnels échanges économiques, culturels et sociaux au transnationalisme politique. Ce phénomène résulte de trois facteurs principaux : la multiplication des organisations de migrants dans les pays d'accueil, le rôle croissant des partis politiques du pays d'origine envers les diasporas et la stratégie de rapprochement menée par les États à leur égard. Le développement des activités politiques transnationales des migrants mexicains, dominicains et salvadoriens aux États-Unis constitue un exemple frappant d'un processus plus global. Celui-ci voit l'insertion, certes encore marginale mais de plus en plus institutionnalisée, d'organisations migrantes dans la sphère publique du pays d'origine, à l'instar d'associations turques et kurdes d'Allemagne, marocaines de Belgique ou portugaises de France. De nouvelles formes de participation politique et de citoyenneté vécue sur le mode binational, ou encore extraterritorial, ont émergé du fait de l'accélération de la globalisation. La naissance de moyens de communication instantanée, les avancées technologiques et médiatiques et la baisse du coût des transports, associées à certaines dynamiques migratoires dites circulaires (ou de va-et-vient), en renforcent les soubassements. Ainsi, les concepts de circuits migratoires ou de réseaux cumulatifs ont permis de renouveler les analyses, en particulier à partir de la théorisation de Schiller, Basch et Blanc-Szanton qui définit les communautés migrantes transnationales comme des "regroupements de migrants qui participent, sur une base régulière, à un champ de relations, de pratiques et de normes qui incluent à la fois le lieu d'origine et celui de destination"<sup>(1)</sup>. Pour reprendre la typologie de Østergaard-Nielsen<sup>(2)</sup>, on peut distinguer la "politique immigrée" de la "politique émigrée". La "politique immigrée" (*immigrant politics*) consiste dans les activités mises en place par les migrants pour améliorer leur situation dans le pays d'accueil. Elle peut être transnationale lorsque l'État d'origine y

1)- Basch Linda, Schiller Nina et Blanc-Szanton Cristina : *Nations Unbound : Transnational Projects, Post-Colonial Predicaments and Deterritorialized Nation States*. Langhorne, Gordon and Breach, 1994.

2)- Østergaard Nielsen Eva : *Trans-state loyalties and Politics*. London, Routledge, 2004.

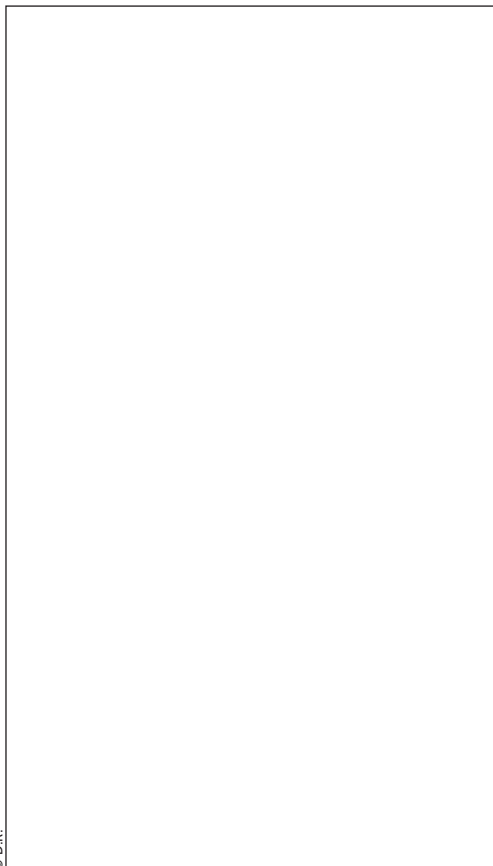
\* E. Le Texier a récemment publié "Associations et comités de villages mexicains de Californie", in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 20, n° 3, hiver 2004.

participe : par exemple, le rôle de l'État et des consulats mexicains pour obtenir une loi de régularisation ou un accord migratoire. La "politique émigrée" (ou encore *homeland politics*) concerne, quant à elle, les activités initiées par les migrants pour influencer la politique étrangère ou nationale du pays d'origine. Parmi les aspects transnationaux se trouvent la "politique des diasporas" (par exemple, les actions des sympathisants de la guérilla salvadorienne du Frente Farabundo Martí de liberación nacional – FMLN – aux États-Unis pendant la guerre civile salvadorienne) ou encore la "politique translocale" (par exemple, les comités de village dominicains de New York). Nous nous intéressons plus spécifiquement à cette deuxième catégorie.

La nouveauté de l'activisme politique des diasporas repose non pas tant dans son caractère transnational – concept qui a fait l'objet de multiples débats théoriques et sémantiques non-traités ici – que dans son degré d'institutionnalisation et dans son impact potentiel pour la démocratisation des pays de provenance. Il s'agit ici d'abord de montrer que les modalités de participation initiées par les organisations de migrants mexicains, dominicains et salvadoriens aux États-Unis suivent un processus similaire d'institutionnalisation. Ensuite, s'il reste ardu d'évaluer l'impact réel de ce transnationalisme politique, nous soulignerons que les résultats divergent selon le degré d'organisation des diasporas et selon le contexte politique national.

### *L'institutionnalisation des activités politiques transnationales*

L'importance de l'immigration latino-américaine aux États-Unis est liée à la rupture essentielle induite par l'adoption de *l'Immigration and Nationality Act* de 1965, qui met fin au système des quotas et qui crée une mutation qualitative et quantitative des flux migratoires. L'abrogation des quotas nationaux a entraîné une augmentation substantielle de l'immigration des Latinos et des Asiatiques, mouvement accen-



© D.R.

Affiche de protestation des militants du FMLN résidant aux États-Unis contre l'intervention américaine dans le conflit salvadorien.

tué ensuite par la réunification familiale. En 1986, l'IRCA (*Immigration Reform and Control Act*) a régularisé près de trois millions de sans-papiers, principalement d'origine mexicaine, cubaine et haïtienne. L'*Immigration Act* de 1990 a approfondi ces changements par le relèvement des seuils annuels. Alors qu'en 1970 seuls deux des dix plus importants pays de provenance étaient latino-américains (Mexique et Cuba),

aujourd'hui, plus de la moitié des immigrés aux États-Unis vient d'Amérique latine. Le Mexique, avec 9,6 millions d'immigrants établis aux États-Unis, devance de loin Cuba et le Salvador qui compte entre 800 000 et 900 000 immigrés chacun. Ces transformations des politiques migratoires impliquent une diversification forte de la démographie américaine, mais aussi des dynamiques spécifiques entre ces "récents" migrants et

leurs pays d'origine. Depuis les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, les liens se sont en effet formalisés entre ces deux pôles.

Trois facteurs permettent de comprendre l'institutionnalisation des relations entre les diasporas latino-américaines aux États-Unis et leurs pays d'origine. Le premier résulte de la formation d'un cadre favorable à l'établissement de liens étroits entre le pays d'origine et les migrants. Celui-ci dépend du degré d'intérêt porté à la communauté migrante par un certain nombre d'acteurs spécifiques dans le pays d'origine : les universités, les centres de recherche indépendants, les agences gouvernementales, les organisations non-gouvernementales, mais aussi les partis politiques. Les enjeux clefs pour les partis politiques reposent sur la conquête d'un électorat potentiel par le vote depuis l'étranger, la recherche d'un financement extérieur de leurs activités et, parfois, le soutien à leur action d'opposition politique. Certaines ONG, quant à elles, peuvent construire des réseaux transnationaux de pression sur le gouvernement national, usant de l'effet de changement d'échelle et contournant les obstacles locaux par le recours au pouvoir économique ou démographique des diasporas pour obtenir des résultats. Ainsi, la visibilité et l'image des immigrés dans leur pays d'origine varient-elles en fonction des raisons de départ (immigration politique et/ou économique) et du rapport de l'État d'origine à ces flux, qu'ils soient tolérés, interdits ou promus. Dans le cas cubain, par exemple, l'immigration vers les États-Unis est dévaluée, alors qu'au Salvador la contribution des immigrés est, en général, largement valorisée.

Le deuxième élément qui contribue à la formalisation des rapports entre pays d'origine et diasporas relève du poids économique des migrants dans l'économie nationale. En 2004, les membres de la communauté mexicaine des États-Unis ont envoyé plus de treize milliards de dollars de remises à leurs proches, tandis que les envois Salvadoriens

Le Salvador et le Mexique appuient de manière directe ou indirecte les mouvements de sans-papiers qui réclament la possibilité d'obtenir un permis de conduire aux États-Unis ou une régularisation.

constituent la première source de devises du pays. Le dernier facteur d'institutionnalisation repose sur le degré d'influence que les migrants sont jugés pouvoir exercer sur le gouvernement américain. Quand ce potentiel est jugé minime, les pays d'origine ne favorisent pas la création de liens transnationaux. Au contraire, lorsque ce pouvoir paraît conséquent, les gouvernements soutiennent implicitement ou explicitement les organisations d'immigrés ou celles formées par leurs descendants. Ainsi, le Salvador et le Mexique appuient par exemple, de manière directe ou indirecte, les mouvements de sans-papiers qui réclament la possibilité d'obtenir un permis de conduire aux États-Unis ou une régularisation. Toutefois, si l'institutionnalisation est similaire dans les trois cas étudiés, son degré en est différent en fonction des contextes nationaux.

### *La participation politique croissante des "Dominicayorks"*

L'arrivée des Dominicains aux États-Unis est relativement récente, puisque sous le régime de Trujillo (1930-1961), l'immigration était interdite. Au début des années soixante, avec la chute du dictateur, les flux, dus principalement à la réunification familiale, se sont caractérisés par une forte proportion de femmes et par une large diversité de classes socioprofessionnelles. Les Dominicains, souvent victimes de discrimination raciale, forment le groupe le plus pauvre des immigrés latinos et se distinguent par un faible niveau éducatif et de revenu. Néanmoins, cette communauté de près de 550 000 personnes, souvent dénommées les "Dominicayorks"<sup>(3)</sup> du fait de leur concentration à New York, a acquis un poids politique relatif.

Selon Itzigsohn<sup>(4)</sup>, les activités politiques transnationales de la diaspora dominicaine aux États-Unis débutent dès les années trente, période durant laquelle se développe en exil un mouvement d'opposition à la dictature de Trujillo. Ce n'est toutefois qu'avec l'arrivée au pouvoir de Balaguer en 1965, soutenu militairement par les États-Unis, que le transnationalisme politique s'institutionnalise. Les partis politiques dominicains, tels le Parti libéral et le Parti révolutionnaire dominicain (PRD), créent des comités à New York pour collecter des fonds, financer leurs campagnes en République dominicaine et mobiliser de potentiels électeurs. Ainsi le PRD serait financé à 75 % par les contributions des immigrés. En 1994, l'État reconnaît la double nationalité. Les autorités incitent les migrants à opter pour la naturalisation et à participer à la vie politique américaine, tout en préservant leur loyauté au pays d'origine (envoi de remises, lobbying pour des accords commerciaux, etc.). En 1996, l'élection à la présidence de Leonel Fernández, qui a vécu de nombreuses années à New York, constitue une nouvelle rupture. Ceux qui étaient considérés comme les "dominicanos ausentes" (Dominicains absents) deviennent les "dominicanos en el exterior" (Dominicains de

3)- Grasmuck Sherri, Pessar Patricia : *Between Two Islands : Dominican International Migration*. Berkeley, U. C. Press, 1991.

4)- Itzigsohn José : "Immigration and the Boundaries of Citizenship : The Institutions of Immigrants' Political Transnationalism", in *International Migration Review*, vol. 36, n° 2, 2002.

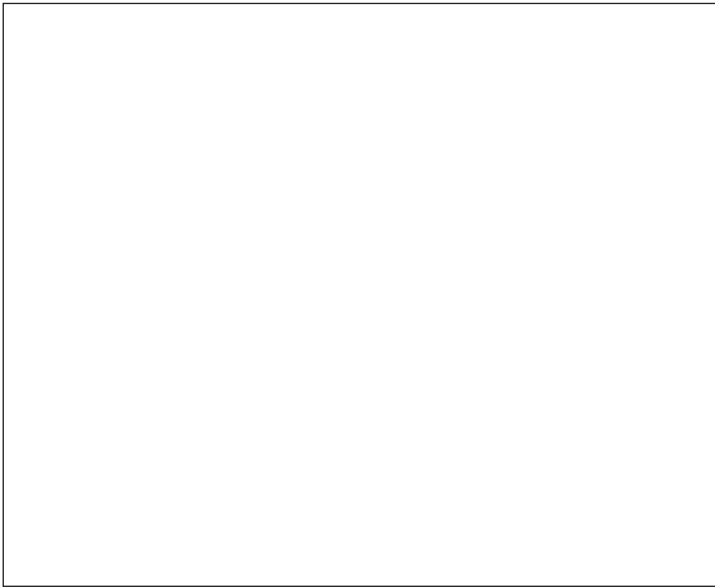
l'extérieur). Les consulats, dont le personnel est de plus en plus constitué de Dominicains nés aux États-Unis, formalisent les liens avec la communauté migrante. Enfin, le droit de vote depuis l'étranger est autorisé, mais ses modalités de réalisation sont encore en discussion. La représentation des Dominicains de l'extérieur est pour l'instant assurée par un parlementaire de la ville de Santiago, élu spécifiquement pour représenter les migrants. Du côté des organisations de migrants, certaines se mobilisent pour l'application réelle du droit de vote de l'étranger, après avoir milité pour la double nationalité. Toutefois, elles restent souvent instrumentalisées ou cooptées par le gouvernement dominicain sans avoir pu développer une structure suffisamment indépendante pour posséder une voix forte dans la politique dominicaine.

### *Les partis mexicains s'intéressent à la diaspora*

La diaspora mexicaine, elle, a acquis un poids important dans la politique nationale du pays d'origine. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, l'immigration mexicaine forme le plus important des flux migratoires vers les États-Unis. Elle se superpose aux populations venues par différentes vagues tout au long du siècle dernier, en particulier dans le cadre du programme bilatéral de migration dénommé "accord *bracero*" (1952-1964). L'immigration mexicaine s'est accélérée à la fin des années soixante-dix, suivie par un mouvement de réunification familiale. En dépit de la militarisation de la frontière impulsée depuis 1994, chaque année près de 400 000 migrants non-autorisés arrivent à passer "vers le Nord". Aujourd'hui, on estime à près de 21 millions la communauté mexicaine des États-Unis, toutes générations confondues, à laquelle s'agrègent environ six millions de sans-papiers. Les connexions sont fortes entre pays d'origine et communauté migrante en terme de mobilité<sup>5)</sup>. De plus, le regard porté sur les immigrés mexicains a beaucoup évolué, même s'il reste complexe et contradictoire.

Le Programme pour les communautés de l'extérieur, créé par le Mexique en 1988, a mis en lumière l'intérêt du Parti de la révolution institutionnelle pour la diaspora. La création, en 1990, de la Direction générale des communautés mexicaines de l'étranger a officialisé cette orientation par une série de financements visant à protéger les immigrés et leurs familles (assistance juridique et administrative aux migrants ou couverture sociale aux familles des migrants restées au Mexique). Avec l'arrivée au pouvoir de Ernesto Zedillo, le Programme de développement national (1995-2000) indique clairement que : "*la nation mexicaine s'étend au-delà du territoire délimité par ses frontières*". Cette logique débouche sur le vote de la loi de double nationalité de 1996 qui incarne l'intérêt croissant du gouvernement mexicain à construire des liens plus étroits avec le "*México de afuera*" (Mexique de l'extérieur), considéré comme un apport économique essentiel et comme un lobby potentiel des

5)- Faret Laurent :  
*Les territoires  
de la mobilité. Migration  
et communautés  
transnationales entre  
le Mexique et les États-Unis.*  
Paris, CNRS, 2003.



**MUSA :**  
**logo de l'organisation**  
**binationale,**  
**Mexicanos in the United**  
**States, ayant revendiqué**  
**le droit de vote**  
**des Mexicains résidant**  
**à l'étranger.**

intérêts nationaux auprès de l'État américain. Le gouvernement d'alternance dirigé par Vicente Fox depuis 2000 a fondé l'Institut pour les Mexicains de l'extérieur (IME), organisme dépendant du ministère des Affaires étrangères, qui symbolise l'institutionnalisation de ces relations. Les partis politiques mexicains, notamment le Parti de la révolution démocratique (PRD) – parti d'opposition –, ont commencé à faire campagne en territoire américain depuis les présidentielles contestées de 1988. Lors des élections présidentielles de 2000, des Mexicains des États-Unis se sont déplacés pour voter dans des urnes placées à la frontière. Des organisations migrantes ont revendiqué avec succès le droit à la double nationalité et se mobilisent depuis le début des années quatre-vingt-dix pour l'obtention du droit de vote depuis l'étranger<sup>(6)</sup>. Cette revendication a connu plusieurs échecs, le Sénat refusant continuellement de ratifier un changement constitutionnel qui pourrait modifier les rapports de force entre les partis politiques au Mexique du fait de la participation d'un électoral migrant au comportement imprévisible (tant du point de vue de la participation, d'ailleurs souvent surestimée à dix millions d'électeurs potentiels, que de l'orientation politique), puis un récent succès.

6)- Le Texier Emmanuelle :  
 "Les Mexicains des États-Unis et la revendication du droit de vote au Mexique : des élections de 1988 aux présidentielles 2000", in *Cahier des Amériques latines*, n° 37, 2002.

### *Les émigrés salvadoriens plutôt actifs à l'échelle locale*

Le contexte de l'immigration salvadorienne aux États-Unis présente des traits spécifiques. À l'immigration de travailleurs typiques des pays latino-américains dans les années soixante-dix ont succédé des flux massifs de réfugiés fuyant la guerre civile qui s'est déroulée de 1979 à 1992. Avec l'immigration illégale, due à l'effondrement économique du pays, et la réunification familiale, près de 1,3 million de Salvadoriens, toutes

7)- Jones Richard : "Causes of Salvadorean Migration to the United States", in *Geographical Review*, vol. 79, n° 2, 1989.

*Les organisations migrantes se trouvent confrontées à des opportunités plus ou moins ouvertes de participation aux processus politiques de leur pays d'origine.*

8)- Menjivar Cecilia : "Immigrant Social Networks : Vietnamese, Salvadoreans and Mexicans in Comparative Perspective", in *Journal of Comparative Family Studies*, vol. 28, n° 1, 1997.

générations confondues, vivent aujourd'hui aux États-Unis<sup>(7)</sup>. Durant les années quatre-vingt, les migrants s'organisent principalement autour du Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN), à l'initiative de la guérilla d'opposition au Salvador, et des associations de solidarité au mouvement qui toutes demandent un changement de régime. Paradoxalement, avec la signature des accords de paix en 1992, une fois entamé le processus de démocratisation, la guérilla a opéré sa reconversion en parti politique. Cette insertion dans le système politique aboutit finalement à délaissier les migrants, dont l'apport n'apparaît plus désormais comme essentiel. Toutefois, le gouvernement conservateur de l'Arena (Alianza Republicana Nacional) a renforcé le rôle des consulats. Il tente de formaliser les liens avec les organisations de migrants afin de s'assurer leur contribution au développement économique du Salvador. Cette stratégie passe par la promotion d'une identité salvadorienne et par un lobbying sur le gouvernement américain pour la régularisation des

sans-papiers et contre les expulsions. Selon Menjivar<sup>(8)</sup>, ce rapprochement reste encore prudent. Les enjeux de la double nationalité et de l'obtention du droit de vote depuis l'étranger ne font pas encore partie de l'agenda des partis ni des organisations de migrants. Le désenchantement des migrants à l'égard de la politique nationale et la méfiance engrangée depuis la guerre civile n'incitent pas au développement d'activités politiques transnationales denses à l'échelle du pays. En revanche, l'implication des migrants dans la politique locale et dans le développement économique de leurs villes et villages d'origine pourrait devenir un enjeu essentiel. Ainsi, les migrants qui investissent dans la construction d'infrastructures de base dans leurs villages d'origine peuvent acquérir un statut consultatif au conseil communal. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à se présenter aux élections locales, même si le phénomène reste pour le moment marginal.

### *Des diasporas en recherche de nouveaux droits politiques*

Alors qu'il est possible de parler d'une dynamique parallèle d'institutionnalisation du transnationalisme politique (à des degrés variés : très institutionnalisé pour le Mexique et la République dominicaine, peu formalisé pour le Salvador), les effets sur la démocratisation des pays d'origine restent difficiles à évaluer.

D'une part, les contextes nationaux diffèrent fortement. L'organisation des migrants intervient à des phases politiques distinctes : ouverture démocratique de façade en République dominicaine après l'inter-

vention américaine déposant Trujillo et imposant Balaguer, puis multipartisme débuté dans les années quatre-vingt-dix ; transition démocratique initiée dans les années quatre-vingt au Mexique ; guerre civile et reconstruction démocratique au Salvador. Les organisations migrantes se trouvent donc confrontées à des opportunités plus ou moins ouvertes de participation aux processus politiques de leur pays d'origine.

D'autre part, dans les trois cas évoqués, il existe indéniablement une demande de droits politiques de la part des organisations de migrants établis aux États-Unis. Ceux-ci expriment leur volonté de faire partie de la communauté des citoyens, tant par l'extension du principe de double nationalité que par la revendication du droit de vote depuis l'extérieur. Mais au-delà, ils montrent aussi un désir de reconnaissance de leur contribution économique et civique au développement de leur pays d'origine. Cette recherche de légitimité vient sans aucun doute combler des questionnements sur la loyauté au pays d'origine, sur la trajectoire d'ascension sociale (pour certains) et, fondamentalement, sur une identité duale. En ce sens, la composition des organisations migrantes, qui incluent également des personnes de la deuxième génération née aux États-Unis, constitue un élément clef<sup>9)</sup>.

En outre, il est important de souligner que les activités des partis politiques à l'extérieur ont permis de consolider, dans une certaine mesure, le développement d'une opposition aux régimes en place. Que ce soit dans le cas du Parti de la révolution démocratique (PRD – Mexique), du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN – Salvador) ou du Parti révolutionnaire dominicain, ce sont les migrants qui ont contribué en partie à leur financement et à leur maintien. Néanmoins, du côté des États, il existe toujours une certaine réticence à aller au-delà de l'institutionnalisation des rapports à la diaspora. En effet, les promesses de l'extension des droits politiques, notamment du droit de vote de l'extérieur, restent le plus souvent remises à plus tard. Si des migrants peuvent parfois se présenter aux élections du pays d'origine, le vote des migrants aux élections législatives et présidentielles n'est encore qu'au stade du projet ou de la revendication. Le Sénat mexicain bloque encore la modification constitutionnelle autorisant cette participation, qui, au Salvador, ne se trouve même pas encore sur l'agenda du Parlement. Seule la République dominicaine est proche de sa concrétisation.

### *L'influence des comités de village dans le processus de démocratisation*

Enfin, la mesure de l'impact des organisations migrantes sur la démocratisation des pays d'origine a peut-être plus de sens au plan local ou régional que national. Par exemple, le poids croissant des comités de village ou des fédérations régionales de migrants dans la vie politique de la province ou de la ville d'origine implique une reconfiguration de la

9)- Duany Jorge : *Quisqueya on the Hudson : The Transnational Identity of Dominicans in Washington Heights*, New York, City University, 1994 ; ou Castañeda Alejandra : "Roads to Citizenship : Mexican migrants in the United States", in *Latino Studies*, 2004, n° 2.



**Conférence organisée  
à Los Angeles sur  
les femmes immigrées  
et le droit de vote  
au Mexique  
et aux États-Unis.**

10)- Le Texier Emmanuelle :  
"Associations et comités  
de villages mexicains  
de Californie", in *Revue  
européenne des migrations  
internationales*, vol. 20,  
n° 3, hiver 2004.

11)- Bakker Matt,  
Smith Michael : "*El Rey  
del Tomate. Migrant Political  
Transnationalism  
and Democratization  
in Mexico*", in *Migraciones  
Internacionales*, vol. 2,  
n° 1, 2003.

vie politique locale<sup>(10)</sup>. Ainsi, plus de cinq cents comités de village mexicains (*hometown associations*) ont été créés en Californie, au Texas et en Illinois. Au total, ces clubs ont contribué à hauteur de trente millions de dollars à des programmes de développement en 2003. Plus que de simples organisations binationales de migrants, les comités de village développent, quand ils sont organisés en fédérations régionales, des stratégies politiques transnationales. En Californie, les douze fédérations régionales, basées en majorité à Los Angeles (Federación de Zacatecanos, Clubs de Michoacanos, Frente Indígena Oaxaqueño Binacional, Clubs de Sinaloenses, Nayaritas en California, Federación de Guerrero, Clubs de Jaliscienses, etc.), sont devenues les interlocutrices privilégiées des États et des hommes politiques mexicains. L'État de Guanajuato a mis en place une commission spéciale (*Comisión Estatal de Apoyo Integral a los Migrantes y a sus Familias*) ainsi qu'une direction générale pour les communautés de Guanajuato à l'extérieur afin d'institutionnaliser la coopération. Le gouverneur de Jalisco a lui aussi impulsé différents projets : création d'une journée annuelle pour les Jaliscienses absents, encadrement de projets à investissements limités et d'activités génératrices d'emplois dans le cadre du programme *Por Mi Jalisco*. De même, l'État du Michoacán a ouvert un bureau de liaison à Chicago (*Coordinación General para la Atención al Migrante Michoacano*) et promeut les liens avec les leaders des comités de village. Enfin, les gouverneurs des États de Michoacan et de Zacatecas ont procédé à la nomination d'un représentant officiel en Californie.

Ainsi, la mise en place d'activités politiques par les migrants débouche sur la constitution d'une élite politique transnationale qui dessine des parcours politiques sur deux territoires différents. Le cas le plus symbolique est celui de Andres Bermúdez<sup>(11)</sup>, migrant originaire de Jerez, dans l'État de Zacatecas, surnommé *El Rey del Tomate* (le roi de la tomate) pour son succès dans cette culture. Arrivé comme immigré aux États-Unis en 1973, il est naturalisé citoyen américain en 1990 et acquiert la double nationalité quelques années plus tard lors de la réforme sur la nationalité de 1996. En 2001, il devient, depuis les États-Unis, candidat du PRD aux élections municipales de sa ville d'origine. Soutenu par la

Fédération de Zacatecas, il est élu. Le PRI, Parti de la révolution institutionnelle, présente alors une demande d'inéligibilité pour résidence non-continue au Mexique. Les élections sont invalidées. En dépit de cet échec, *El Rey del Tomate* incarne l'émergence d'une nouvelle élite politique transnationale sur la scène politique mexicaine locale et de nouveaux questionnements sur l'allégeance et l'appartenance politiques. Le niveau local ou régional semble donc pour le moment une échelle plus pertinente d'analyse et de mesure des effets des pratiques politiques transnationales sur la démocratisation des pays d'origine.

### *Des dynamiques encore récentes*

Autrement dit, les activités politiques transnationales des immigrés latino-américains des États-Unis résultent d'un faisceau croisé de plusieurs acteurs qui se mobilisent simultanément : le mouvement part "du bas" collectivement et individuellement (associations de migrants ou élite migrante transnationale) et "du haut" (État, consulats, provinces, etc.). Les effets sur la démocratisation du pays d'origine peuvent y être tout à la fois intentionnels et indirects. Le transnationalisme politique développé par les migrants dominicains, mexicains et salvadoriens des États-Unis peut participer au processus de transition démocratique des pays d'origine grâce à une reconfiguration partielle des relations de pouvoir, en particulier au niveau local. Mais il ne remet pas fondamentalement en question les hiérarchies établies ni le système politique au niveau national. Il faut, en outre, garder à l'esprit que ces activités politiques ne se sont institutionnalisées que très récemment, et qu'elles pourraient impliquer de plus grands changements dans le futur. Plusieurs points seront alors intéressants à analyser, tels que les liens entre une plus forte politisation des migrants dans le cadre transnational et le renforcement ou la naissance, dans le pays d'accueil, de mobilisations collectives ayant pour objet l'obtention de droits sociaux et/ou culturels ; l'insertion des descendants des immigrés dans ces activités ; ou encore le rôle des femmes dans ces pratiques transnationales du fait de la féminisation croissante des nouvelles migrations.

Ainsi, la prise de parole de groupes marginalisés sur la scène internationale s'est accrue sous l'effet de la globalisation. L'effet de déterritorialisation et les transformations des perceptions des diasporas par les États d'origine ont favorisé de nouveaux rapports et de nouvelles dynamiques de changement politique. Le renforcement et l'institutionnalisation des liens entre États et communautés migrantes transnationales soulignent le poids croissant de celles-ci dans la politique interne de leur pays d'origine. Ces phénomènes illustrent au final la construction de formes de citoyenneté extraterritoriale exercée dans une communauté politique imaginaire dépourvue de frontières au sens classique du terme. ◀